

Une rentrée sans toit : comment la crise du logement étudiant fragilise l'entrée dans l'âge adulte (<https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/rentree-sans-toit-comment-crise-logement-etudiant-fragilise-lentree-dans-lage-adulte>)

L'Essentiel

- **La recherche d'un logement étudiant est un parcours du combattant.**
- **Cette instabilité résidentielle a des répercussions bien au-delà de la rentrée universitaire sur les conditions d'études et de vie des jeunes.**
- **Une recherche, menée en France et en Irlande, interroge les risques d'une citoyenneté différée.**

À chaque rentrée universitaire, les mêmes scènes. Les files d'attente s'allongent devant les Crous, toutes les chambres universitaires ont été allouées, et les studios se visitent par grappes de candidats. La France compte aujourd'hui une chambre du Crous pour dix-sept étudiants (https://www.letudiant.fr/lifestyle/logement_2/avec-1-chambre-crous-pour-17-etudiants-la-penurie-de-logements-continue-de-saggraver.html), contre une pour quatorze en 2000, et l'offre publique ne couvre que 7 % des besoins selon le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse et le Conseil national de l'habitat (<https://www.jeunes.gouv.fr/sites/default/files/2025-01/coj-cnh---rapport-logement-des-jeunes-adopt-pdf-4529.pdf>).

De l'autre côté de la mer Celtique, l'Irlande fait pire encore. Fin 2025, il manquait près de 39 000 lits étudiants (<https://www.rte.ie/news/business/2026/0217/1558989-shortage-student-beds/>) dans les quatre principales villes universitaires du pays. À Cork (*dans le sud-ouest de l'Irlande, ndlr*), où je mène une partie de mes recherches doctorales, la presse rapporte le cas d'un étudiant contraint à trois heures de trajet quotidien depuis Limerick (<https://www.irishtimes.com/ireland/housing-planning/2025/09/13/nowhere-to-live-irelands-student-accommodation-crisis-is-only-getting-worse/>) (*centre-ouest de l'Irlande, ndlr*), faute de chambre abordable.

Le débat public raisonne en stocks et en flux. On y discute du nombre de places à construire et du niveau des loyers, et ces discussions enferment le problème dans l'horizon court de l'année universitaire, celui des affectations à boucler avant les premiers cours.

La sociologie des parcours de vie oblige à poser une question d'une autre portée temporelle, que ma thèse instruit en comparant la France et l'Irlande (<https://theses.fr/s375964>). Quelles sont les répercussions de cette instabilité résidentielle, éprouvée au seuil de la vie adulte, sur la suite d'une existence ?

Je fais l'hypothèse que le logement commande les autres étapes du passage à l'âge adulte, et que sa privation enclenche des retards en chaîne, dans la formation puis dans l'emploi. Ces retards frappent d'autant plus durement que la famille ne peut pas servir de filet.

Une précision de méthode s'impose ici : mon matériau, qualitatif, ne mesure pas ces effets de long terme ; il montre comment ils se forment, entretien après entretien, et pourquoi ils s'installent. C'est déjà beaucoup pour comprendre ce qu'une rentrée sans toit engage réellement.

Le logement, verrou du passage à l'âge adulte

Les sociologues de la jeunesse l'ont établi de longue date. On ne devient plus adulte en franchissant des seuils dans l'ordre attendu, le diplôme puis l'emploi, le départ de chez les parents puis la vie à deux. On y parvient au terme d'un processus long, fait d'allers-retours et de bifurcations (<https://shs.cairn.info/devenir-adulte--9782130557173>).

Dans ce processus, le logement fait office de verrou. Impossible, sans adresse stable, de constituer le moindre dossier, qu'il s'agisse d'une inscription en formation, d'une bourse, d'un compte bancaire ou d'une couverture santé. Obtenir un stage ou un emploi relève alors de l'acrobatie. Même dormir et manger correctement cessent d'aller de soi.

Pour observer cette dépendance, mon enquête doctorale s'est tournée vers un public qui l'éprouve sous sa forme la plus brute, celui des jeunes exilés arrivés adolescents ou jeunes majeurs en France et en Irlande. Je les ai suivis à Rennes (Ille-et-Vilaine) et à Cork au fil de 43 entretiens biographiques ; beaucoup sont scolarisés ou en formation, et tous entrent dans la vie adulte privés du filet familial dont disposent la plupart de leurs camarades.

On pourra juger leur cas trop singulier pour éclairer la condition étudiante ordinaire. Je crois l'inverse. Ce verre grossissant fait apparaître des mécanismes qui concernent, à des degrés divers, toute la jeunesse étudiante.

Des semaines passées à chercher une chambre

Les trajectoires résidentielles que j'ai reconstituées sont rarement linéaires. On y passe d'un canapé prêté à un foyer, d'une colocation à un retour chez un proche ; certains connaissent la rue. Des chercheurs européens ont baptisé ces allers-retours trajectoires « yo-yo » (<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13676260120028574>) dès le début des années 2000, et ils ne sont pas propres aux jeunes exilés.

À l'automne 2025, Amlé, le syndicat national des étudiants irlandais, décrivait devant les parlementaires des étudiants dormant sur des canapés ou enchaînant les semaines d'auberge de jeunesse en début de trimestre ; il faisait du logement « le premier obstacle » (<https://www.irishtimes.com/ireland/housing-planning/2025/09/17/student-accommodation-crisis-single-biggest-barrier-to-completing-education/>) à l'accès aux études supérieures et à leur achèvement. À l'University College Cork, le syndicat local alertait, dès 2024, sur la situation des étudiants qui sautent des repas et renoncent au chauffage (<https://www.irishexaminer.com/news/munster/arid-41311147.html>) afin de payer leur loyer.

Chaque déménagement subi a un coût. Des heures à éplucher les annonces et à monter des dossiers, des trajets qui s'allongent, des nuits écourtées, des amitiés qui s'étiolent. Tout ce temps et toute cette énergie sont pris sur les études.

Voir la vidéo "Rentrée scolaire : la ruée sur les logements étudiants (Franceinfo, 2024)." (<https://www.youtube.com/watch?v=3VDDTvad85w>)

En France, l'enquête « Conditions de vie » de l'Observatoire national de la vie étudiante (<https://www.ove-national.education.fr/enquete/enquete-conditions-de-vie/>) documente, édition après édition, le poids du logement dans les budgets et sur les conditions de travail des étudiants. Les conséquences suivent, presque mécaniques : des cours manqués, des examens ratés, des réorientations subies, parfois un abandon.

Le phénomène est désormais visible en Irlande, où des jeunes diffèrent leur entrée à l'université ou interrompent leur cursus faute de toit (<https://www.irishexaminer.com/news/munster/arid-41712392.html>).

Des retards qui s'additionnent

Pour rendre compte de ces parcours, je mobilise la notion de « vulnérabilisation », qui désigne non pas un état de fragilité constaté à un instant donné, mais un processus par lequel les difficultés engendrent les unes les autres.

Un logement perdu retarde une formation ; une formation interrompue ferme l'accès à un emploi stable ; sans emploi stable, pas de bail ; sans bail, retour à l'hébergement précaire. La boucle, une fois refermée, peut tourner des années sans que rien vienne l'interrompre de l'extérieur.

Le système français aggrave ce mécanisme pour ceux qui n'ont pas de famille-ressource. Notre modèle social repose largement sur l'hypothèse que la famille héberge, cautionne et dépanne, au point que la science politique qualifie de « familialisées » (<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2016-4-page-56.htm>) les politiques de jeunesse françaises.

Les jeunes privés de ce filet paient le prix fort, qu'il s'agisse des jeunes exilés, des sortants de l'aide sociale à l'enfance – pour qui le passage à la majorité constitue un point de bascule vers la pauvreté (<https://shs.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2023-3-page-179>) – ou des étudiants en rupture familiale. La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dénonçait encore en 2025 les « sorties sèches » (<https://www.cncdh.fr/sites/default/files/2025-07/A--2025--6--CNCDH--AvisMineursnonaccompagn%C3%A9s%2Cjuin2025.pdf>) des dispositifs de protection de l'enfance, sans solution de logement, qui conduisent des jeunes majeurs à la rue.

Le risque d'une citoyenneté différée ?

Certains des jeunes que j'ai rencontrés se trouvent, à 23 ou 25 ans, dans une situation que je propose d'appeler la « citoyenneté différée ». Formellement titulaires de droits, ils en repoussent sans cesse l'exercice effectif – étudier, travailler, habiter, participer à la vie de la cité – faute d'un ancrage résidentiel qui les rende praticables.

L'Irlande donne à voir, en grandeur nature, où mène le laisser-faire. Le logement étudiant y a été largement abandonné au marché, si bien que des établissements entiers, comme la Munster Technological University et ses 18 000 étudiants (<https://www.irishexaminer.com/news/munster/arid-41712392.html>), ne disposent d'aucun parc résidentiel propre.

La France n'en est sans doute pas là ; son réseau d'œuvres universitaires, même sous-dimensionné, demeure un acquis. Encore faudrait-il cesser de traiter le logement des étudiants en simple intendance de rentrée. Une année perdue à chercher un toit ne se rattrape pas en juin ni aux sessions de rattrapage ; on la retrouve longtemps après dans les files des missions locales et des services sociaux, où l'on répare à grands frais, et pas toujours avec succès, ce qu'une chambre à loyer modéré aurait pu prévenir.

Cet article est republié à partir de The Conversation (<https://theconversation.com>) sous licence Creative Commons. Lire l'article original (<https://theconversation.com/une-rentree-sans-toit-comment-la-crise-du-logement-etudiant-fragilise-lentree-dans-lage-adulte-289101>).